

L'IMMORALISTE
par Christian SAUTTER

Connaissez-vous M. Blankfein ? C'est un banquier américain au grand cœur qui mérite un coup de chapeau. Il dirige le plus puissant établissement financier du monde, la banque Goldman Sachs (IHT 220110). Imaginez son embarras : les profits de 2009 ont atteint 13,4 milliards de dollars, parce que les affaires ont repris comme autrefois.

L'argent prêté par l'État américain au moment de la tornade de 2008 (une catastrophe naturelle impossible à éviter, mon bon monsieur !) a été remboursé, avec des intérêts en plus fait-on courtoisement remarquer. Comme les banques ont mauvaise presse aux Etats-Unis (on se demande pourquoi), le puissant banquier a pris trois décisions héroïques.

Première décision : ne distribuer que 16,2 milliards de dollars de rémunérations et bonus. C'est moitié plus qu'en 2008, année horrible, mais c'est en dessous de 2007 (le bon temps !), où un record de 20,2 Mds\$ avait été atteint. Imaginez la tête des salariés de cette belle banque d'investissement qui ne gagneront plus en moyenne que 498000 dollars (350000€) d'émoluments annuels. Les millions d'Américains qui ont perdu leur job ou leur maison vont plaindre ces surhommes désargentés.

Deuxième décision : les 30 dirigeants de la banque toucheront toute leur rémunération en actions plutôt que partiellement en espèces. Comme la Bourse, malgré un joli rebond, n'est pas au mieux de sa forme, il est probable que ces actions prendront de la valeur avec le temps, particulièrement si la banque continue ses acrobaties spéculatives. Par une pudeur respectable, la rémunération de M. Blankfein en 2009 n'a pas été dévoilée. Il est à craindre qu'elle ne soit en dessous des 68 millions de dollars (48 millions d'euros) que ce champion des entrepreneurs américains a touchés en 2007. Les 2600 salariés de General Motors, qui vont se retrouver sur le pavé à Anvers, sont certainement honorés de partager la page « Business » du 22 janvier avec un homme aussi considérable.

La troisième décision est la plus émouvante. Réduire un peu les bonus, c'est bien le moins. Ne distribuer que des actions, c'est un effort. Mais prélever 500 millions d'euros sur l'enveloppe des bonus pour financer des initiatives charitables ou des petites entreprises, cela devrait positivement arracher des larmes à la classe moyenne américaine.

On comprend que le président Obama n'ait pas apprécié cette version moderne de la reine Marie-Antoinette qui, lorsqu'on lui disait que le peuple manquait de pain, a répondu : « Qu'il mange de la brioche ! » Il a donc décidé de créer une taxe sur les grandes banques prospères pour récupérer en dix ans les sommes que le Trésor américain a investies à fonds perdu dans des institutions financières grugées par les apprentis sorciers de Wall Street.

120 mds \$ en dix ans, ce n'est pas une petite somme. Et l'on peut parier que le PDG de Goldman Sachs va verser quelques dizaines de millions de dollars au lobby bancaire de Washington qui a commencé à hurler à la distorsion de concurrence : pourquoi les « bonnes » banques, celles qui font des profits, paieraient-elles pour les « mauvaises », celles qui perdent de l'argent ?

Une décision récente de la Cour Suprême va ouvrir de nouvelles possibilités d'intervention de cette industrie qui demande simplement qu'on la laisse tranquille. Le même numéro de l'International Herald Tribune nous apprend que, par cinq voix contre quatre, la plus haute juridiction américaine a décidé que toute limitation des versements des entreprises (mais aussi des syndicats et des associations) aux candidats aux élections de toute nature est une entrave au droit de liberté d'expression, qui est un des fondements de la démocratie. Incroyable !

L'argent de Wall Street va donc inonder les candidats républicains aux prochaines élections intermédiaires de novembre 2010, pour qu'ils défendent avec vigueur la « liberté d'entreprise », c'est-à-dire le refus de toute interférence de l'État dans le fonctionnement instable mais profitable du marché des capitaux.

Les banquiers français ont été heureusement plus raisonnables que leurs homologues américains et la finance parisienne a traversé le plus aigu de la crise sans trop de casse. Mais des bonus confortables pointent le bout du nez, au fur et à mesure que reprennent les jeux d'argent où l'on fait de plus grands bénéfices qu'en finançant le développement des PME. On parle de 1 milliard d'euros de bonus. Du coup, les banquiers français se disent agacés par la « taxe Sarkozy » (Le Monde 140110). Ce n'est pourtant qu'une modeste taxe fugace qui ne toucherait que les bonus de 2010 et ne rapporterait (une seule fois) que 360 millions d'euros ! Cette ponction est bien modeste par rapport à la « taxe Brown » (6 mds d'euros). Cette taxe britannique ne semble pourtant pas effrayer la City. Pour conserver leurs traders et empêcher qu'ils partent à Genève ou à Paris, certains banquiers de Londres seraient prêts à doubler les bonus pour qu'après prélèvement de la moitié, les pauvres chéris retrouvent leurs bonus d'antan.

Il est clair que les maîtres de la finance mondiale ne vivent plus dans le même monde que ceux qui ont du mal à préserver leur emploi et à boucler leurs fins de mois. Par leur faute, le capitalisme est devenu instable et immoral. Ce n'est pas que le capitalisme ait jamais été professeur de vertu, mais Max Weber l'avait badigeonné de bons sentiments protestants, louant l'épargne et le travail. Et la « libre entreprise » fait encore bon ménage, aux Etats-Unis, avec les couplets conservateurs de la « droite morale » sur la vertu de l'effort individuel.

Plus récemment, durant les périodes de haute croissance, les années 1945-75, le capitalisme fonctionnait (au moins dans les pays développés d'Amérique, d'Europe et du Japon) selon un cercle vertueux, qui enroulait une productivité élevée, des salaires en progrès, une consommation dynamique, sous l'étroite surveillance de l'État de bien-être. Henri Ford avait trouvé qu'en payant correctement ses ouvriers, ceux-ci feraient un travail de qualité et auraient les moyens d'acheter les voitures sortant des chaînes. Le fordisme était en grande partie un mythe, car la vie restait dure pour les nombreux travailleurs précaires qui étaient la face cachée du système. Mais, dans l'ensemble, le capitalisme qui assurait le plein emploi était accepté par la majorité de la population.

L'évidente progression des inégalités de revenus et d'emplois depuis les années 1980 de Reagan et Thatcher, la délocalisation frénétique des usines par les grandes entreprises et le comportement immoral de Wall Street font que le système est désormais rejeté, mais que personne ne sait par quoi le remplacer. L'économie dirigée à la soviétique a échoué. Le despotisme politique éclairé par le marché, à la chinoise, ne fait guère d'émules. Économie morale par excellence puisqu'elle veut combiner l'humanisme et le marché, la solidarité et l'efficacité, l'économie solidaire ouvre une perspective encore lointaine.

Il n'y a donc pas d'autre choix que d'entrer en résistance contre le capitalisme financier et de pousser la réforme avec plus d'énergie que par le passé.

D'abord, mettre du sable dans la roulette du casino afin de dissuader les joueurs de faire des paris énormes en quelques minutes. La taxe Tobin, qui frappe toutes les transactions financières d'un pourcentage très faible, découragerait les allers et retours dans la journée mais ne gênerait pas les investissements sur plusieurs années. Elle permettrait de financer l'éducation, la santé, les nouvelles énergies dans les pays pauvres. Cette taxe, préconisée par Jospin durant la campagne présidentielle de 1995 a été ensuite abandonnée en 1997 par le gouvernement Jospin, dont je faisais partie, sous le prétexte qu'elle aurait handicapé la place financière de Paris. Une taxe Tobin couvrant au moins la zone euro est aussi indispensable qu'improbable.

Ensuite, ramener à taille humaine, ces colosses financiers qui se rient des règles et des États. La séparation, comme durant les années 30, des banques de crédit (utiles) et des banques d'investissement (spéculatives) est une priorité recommandée à Londres comme à Washington, mais Obama, qui en a l'ambition, rencontrera des adversaires redoutables. Et la nécessaire chasse aux paradis fiscaux est aussi un sport à haut risque.

Enfin, lutter frontalement contre les inégalités croissantes de revenus et de richesses en renforçant une fiscalité progressive, aux antipodes du « bouclier fiscal » de 2007.

La puissance, le cynisme et l'aveuglement de l'élite financière sont tels qu'il faudra de nouvelles crises, plus graves, pour que la raison et la justice l'emportent.

Christian Sautter